M. Gauthier (Porineuf): Pourquoi n'écoutez-vous pas?

M. Balcom: Je voulais savoir si ces bouteilles sont des bouteilles thermos. J'ai appris qu'elles ne sont pas des bouteilles thermos.

M. Hees: Il a dit que ce sont des bouteilles isolantes.

M. A. W. A. White (Waterloo-Sud): Avant de prendre part au présent débat, monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter le ministre des Finances de la présentation qu'il a faite de son premier budget. C'est une budget pratique, qui a été bien accueilli partout au Canada.

Sous l'égide d'une administration libérale, les années d'après-guerre, 1945 à 1953, ont apporté au Canada une période de prospérité sans précédent au cours de laquelle notre produit national brut a atteint 24.5 milliards de dollars. Le Gouvernement a suivi, en même temps, la sage et prudente ligne de conduite qui a consisté à ménager des excédents qui ont servi à réduire de 2.25 milliards de dollars notre dette nationale, entraînant une réduction correspondante des frais qui en résultent. Cette ligne de conduite a plu, sans aucun doute, à la population du Canada. A mon avis, elle est le signe d'une bonne administration, même si beaucoup d'honorables vis-à-vis se sont opposés au principe voulant qu'on ménageât des excédents au cours d'une période de prospérité sans précédent.

Le présent budget sera pour notre économie un stimulant, en augmentant la puissance d'achat par la réduction des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés. A coup sûr, la réduction de 5 p. 100 de la taxe de vente sur les automobiles, et la suppression de la même taxe sur les pneus et les chambres à air activeront ces industries, pour le plus grand bien de notre économie.

Les documents budgétaires indiquent que le nombre des personnes sans emploi cherchant du travail est monté de 137,000 en 1953, à 232,000 en 1954. Cette tendance continue en 1955 et, en février de cette année, le nombre des personnes sans emploi cherchant du travail était de 379,000, soit 64,000 de plus qu'en février 1954. Étant donné qu'une forte proportion de ces chômeurs sont des ouvriers de l'industrie, toute politique qui fera passer plus de puissance d'achat dans le public canadien constitue un progrès dans le bon sens, même si elle résulte d'un financement déficitaire.

Toutefois, j'estime que ce n'est pas là le véritable remède au fléchissement qui s'est accusé dans bon nombre de nos industries secondaires au cours de l'année passée. L'ac-

croissement de notre puissance d'achat ne signifie pas nécessairement que cet accroissement servira à l'acquisition de produits fabriqués au Canada, lorsqu'il est possible de se procurer des articles importés à meilleur compte. Le résultat de la concurrence avec les produits finis en provenance du Royaume-Uni, du Japon, de Hong-Kong et des pays de l'Europe continentale où les salaires sont bien inférieurs à ceux qu'on paie au Canada, se fait sentir depuis quelque temps dans bon nombre de nos industries. Étant donné que beaucoup de nos industries secondaires se limitent presque entièrement à notre marché national, la perte de ce marché pourrait avoir de graves conséquences pour notre économie.

Même si les consommateurs ont affecté 15,600 millions en 1954, à l'achat de denrées et à l'obtention de services, alors qu'ils n'y avaient affecté que 15,100 millions en 1953; même s'il y a eu, par conséquent, une augmentation d'un peu plus de 3 p. 100, on constate que beaucoup de nos industries de transformation perdent leur marché national, puisqu'il y a encore une contraction de l'embauchage dans de nombreux secteurs de ces industries. L'an dernier, j'ai signalé à la Chambre la situation dangereuse de l'industrie textile au Canada, surtout dans le domaine des lainages. L'ancien ministre des Finances a demandé à la Commission du tarif d'enquêter sur le numéro 554b du Tarif douanier. Voici ce que dit cet article:

Les tissus composés en tout ou en partie de filés de laine ou de poil seront assujétis à un droit spécifique de 20 p. 100 et à un droit *ad valorem* de 12c. la livre, mais la somme de ces deux droits imposés par ce numéro aux importations, aux termes du tarif de préférence britannique, ne doit pas dépasser 50c. la livre.

La Commission du tarif a enquêté, ainsi que l'avait ordonné le ministre, et le rapport a été déposé à la Chambre plus tôt cette année. L'établissement d'un tarif maximum de préférence britannique remonte à 1935. Cette année-là, le droit relatif à ce poste a été fixé à 27.5 p. 100, pour le droit spécifique, et à 17c. la livre *ad valorem*. Le maximum était de 65c. la livre. On a recommandé que la somme des deux droits imposés en vertu du tarif de préférence britannique ne dépasse pas un maximum fixé, parce que la Commission du tarif a constaté alors que les tissus, lainages et peignés, qui se vendaient au moins \$2 la livre en Angleterre, ne pouvaient être fabriqués au Canada avec bénéfices. Autrement dit, la Commission du tarif a recommandé un maximum à l'égard du droit frappant les tissus spéciaux qui se vendent cher, comme ceux qu'achetaient les tailleurs